



Journalistes au service de l'Europe libérale ?

« L'Académie Notre Europe », émanation du think tank Institut Jacques-Delors, organise à partir du mois d'octobre une formation en direction des journalistes.

Le premier vendredi de chaque mois, d'octobre à juin, une vingtaine de journalistes suivront une formation de quatre heures dont l'objectif est de « *favoriser les échanges entre relais d'opinion et protagonistes de la construction européenne* ».

Les intervenants seront « *d'anciens commissaires européens, des dirigeants d'organisations internationales, d'anciens ministres et des décideurs européens et nationaux de haut niveau* » (sic).

Jusque-là, rien de répréhensible, mais les déclarations d'Enrico Letta, ex-premier ministre italien et libéral assumé, actuel dirigeant de l'École des affaires internationales de Sciences Po à Paris, président en exercice de l'Institut Jacques-Delors et initiateur du projet de l'Académie Notre Europe, ne sont pas pour rassurer : « *Un vent nouveau souffle sur l'Europe (...). L'élection d'Emmanuel Macron, dont la campagne résolument pro-européenne a été une nouveauté et une réussite, a profondément renouvelé la politique française. Nous souhaitons accompagner ce renouveau et contribuer à la formation d'une nouvelle classe dirigeante pro-européenne, préparée et capable de faire face à la complexité des défis que traverse l'Europe. Une classe dirigeante jeune, avec des idées novatrices et l'enthousiasme nécessaire pour refonder le projet européen.* »

Les libéraux européens rêvent depuis longtemps de transformer les journalistes en simples « *relais d'opinion* », au détriment de leur responsabilité sociale de décrypteurs de l'information au service des citoyens.

Le SNJ-CGT dénonce ces formations (payantes) et leur statut de formation continue, éligible aux crédits de formation des entreprises.

Ce n'est pas la première fois que de telles formations en direction des journalistes sont organisées pour tenter d'intégrer la profession dans un processus européen qui, de plus en plus, tourne le dos aux citoyens.

Pour le SNJ-CGT, le journaliste ne doit pas être dépendant des groupes de pression, quels qu'ils soient, et encore moins se transformer en agent de communication au service des pouvoirs.

Le SNJ-CGT appelle à l'inverse les journalistes à enquêter, analyser, décrypter le fonctionnement de l'Union européenne, de plus en plus guidée par des valeurs ultralibérales.

Montreuil, le 27/09/2017

SNJ-CGT